



**Programme  
Alimentaire  
Mondial**

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

## **PROGRAMMES DE PAYS**

Point 7 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.2/2015/7/3**

16 octobre 2015

ORIGINAL: ANGLAIS

## **PROGRAMME DE PAYS ZAMBIE 200891 (2016–2020)**



Marqueur de l'égalité hommes-femmes: 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM  
(<http://executiveboard.wfp.org>).

---

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

M. C. Nikoi  
Directeur régional  
Afrique australe  
Courriel: [chris.nikoi@wfp.org](mailto:chris.nikoi@wfp.org)

M. S. Cammelbeeck  
Directeur de pays  
Courriel: [simon.cammelbeeck@wfp.org](mailto:simon.cammelbeeck@wfp.org)

---

## RÉSUMÉ

La Zambie, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, connaît une forte croissance économique, qui n'a cependant pas entraîné d'amélioration sur le plan de la nutrition ou de la sécurité alimentaire, ou encore du développement social équitable. Le PAM a adopté des stratégies visant à soutenir l'ambition du pays de devenir une nation industrielle à revenu intermédiaire d'ici à 2030.

Conformément aux évaluations du programme de pays précédent et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et en concertation avec les parties prenantes, le programme de pays 200891 permettra de poursuivre la transition opérée de la mise en œuvre directe des activités à la fourniture d'une assistance technique aux pouvoirs publics. Le Gouvernement appuie la démarche innovante du PAM en matière de programmes liés au développement et l'accent que celui-ci met sur le renforcement de la prise en main des activités par les instances nationales.

L'assistance technique sera axée sur l'exécution de programmes à long terme concernant notamment la protection sociale, la gouvernance de la nutrition eu égard à la programmation tenant compte des questions nutritionnelles, et le renforcement de la résilience face aux catastrophes. Ces domaines s'inscrivent dans le droit fil du programme du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et la malnutrition et illustrent le fait que les fonds destinés aux distributions directes de vivres se tarissent en Zambie.

Le programme de pays 200891 comporte trois composantes: i) l'alimentation scolaire faisant appel à la production locale; ii) la nutrition; et iii) le renforcement de la résilience. Le PAM apportera une assistance technique au titre de ces trois volets. Il réduira graduellement les livraisons directes de vivres dans le cadre du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour privilégier la production et l'achat à l'échelle locale d'aliments nutritifs, ce qui permettra d'offrir des débouchés aux petits exploitants. Le Gouvernement est déterminé à accroître sa contribution financière au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, de manière à venir en aide à 2 millions d'écoliers du primaire d'ici à 2020.

Le programme de pays ciblera les élèves du primaire, les adolescentes vulnérables, les communautés de petits producteurs et les organismes gouvernementaux. Les questions liées à la nutrition, à la problématique hommes-femmes et à la protection, ainsi qu'au VIH seront prises en compte dans toutes les activités concernant ces groupes. Le PAM utilise des processus communautaires participatifs, l'analyse de pays des Nations Unies et les évaluations des lacunes

en matière de capacités pour déterminer quelles activités mener et cibler les districts et les populations à appuyer, conformément à la politique de décentralisation du Gouvernement.

Le programme de pays appuiera un développement durable de grande envergure en renforçant les synergies opérationnelles entre les plans de décentralisation du Gouvernement, la Politique nationale de protection sociale et le Plan national d'investissement agricole pour 2014–2018. Il s'inscrit dans le droit fil du Partenariat des Nations Unies pour le développement durable (Cadre pour la Zambie [2016–2021]) et de l'objectif 2 de développement durable; il contribuera également à la réalisation des Objectifs stratégiques 3 et 4 du PAM, et du Défi Faim zéro. Enfin, le programme de pays appuiera la mise en œuvre du Sixième plan de développement national révisé (2013–2016)<sup>1</sup> et de Vision 2030<sup>2</sup>, qu'a établis le Gouvernement.

---

## PROJET DE DÉCISION\*

Le Conseil approuve le programme de pays Zambie 200891 (2016–2020) (WFP/EB.2/2015/7/3), qui requiert 9 951 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 4,2 millions de dollars É.-U., des transferts de type monétaire d'un montant de 3,1 millions de dollars et des activités de développement et d'augmentation des capacités représentant un montant de 13,6 millions de dollars, pour un coût total pour le PAM de 33,5 millions de dollars.

---

<sup>1</sup> Gouvernement zambien. 2013. Sixième plan de développement national révisé (2013-2016). <http://www.zgf.org.zm/downloads/SNDP%20draft14Aug2013.pdf>.

<sup>2</sup> Gouvernement zambien. 2006. *Vision 2030 – A prosperous middle-income nation by 2030*. <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cpsi/unpan040333.pdf>.

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## JUSTIFICATION

1. En Zambie, la vigoureuse croissance économique ne s'est pas accompagnée d'une amélioration sur le plan de la nutrition, de la sécurité alimentaire ou du développement social équitable. Avec un coefficient de Gini estimé à 57,5, les niveaux d'inégalités sociales sont parmi les plus élevés au monde<sup>3</sup>. Soixante pour cent de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté et 42 pour cent dans des conditions de pauvreté extrême, proportion qui atteint 70 pour cent dans certaines provinces rurales où la majorité de la population est tributaire de l'agriculture de subsistance.
2. Depuis 2009, les secteurs de l'agriculture et de la pêche affichent une croissance annuelle supérieure à 10 pour cent. Les subventions aux intrants allouées par le Gouvernement et l'instauration d'un prix plancher pour le maïs ont contribué à l'excédent de production de maïs blanc non génétiquement modifié en Zambie. Le PAM, qui bénéficie d'une exemption pour des raisons humanitaires, a exporté du maïs dans des pays voisins par le biais du Mécanisme de gestion globale des vivres.
3. En dépit de la croissance du secteur agricole, des problèmes d'ordre structurel subsistent, qui expliquent en partie la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition persistantes et généralisées. Plus de 70 pour cent des agriculteurs (la moitié de la population) cultivent moins de deux hectares de terre<sup>4</sup>. Les agriculteurs sont tributaires de l'agriculture pluviale et doivent faire face à des difficultés telles que l'irrégularité des précipitations, la fragilité des sols et l'accès limité aux intrants agricoles, aux marchés et à des pratiques agricoles améliorées. Les petites agricultrices, qui représentent 22 pour cent de la population agricole, sont exposées de manière disproportionnée aux difficultés tenant au manque d'accès au crédit, à la disponibilité limitée de main-d'œuvre, aux restrictions pesant sur la propriété foncière et à la précarité du régime foncier.
4. Le changement climatique représente un risque de plus en plus important: ces 20 dernières années, la saison des pluies est devenue beaucoup plus brève<sup>5</sup>. Les petits exploitants ont peu accès à des stratégies de gestion des risques, ce qui a des conséquences à court et à long terme sur leur bien-être, notamment la pauvreté, la malnutrition et la faiblesse de l'espérance de vie.
5. En Zambie, la proportion de personnes sous-alimentées est de 48 pour cent, soit l'un des taux les plus élevés au monde. Le nombre de ces personnes a plus que doublé au cours des 20 dernières années, pour atteindre 7,4 millions<sup>6</sup>. Environ 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont atteints d'un retard de croissance et 6 pour cent sont émaciés. Les taux de malnutrition sont plus élevés chez les garçons, et chez les enfants pauvres et ruraux<sup>7</sup>. Quelque 53 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 30 pour cent des femmes en âge de

---

<sup>3</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. 2014. Rapport mondial sur le développement humain 2013. (Ce chiffre remonte à 2013).

<sup>4</sup> Hichaambwa, M. et Jayne, T.S. 2014. *Can Increasing Smallholder Farm Size Broadly Reduce Rural Poverty in Zambia?* Lusaka, Institut de recherche sur les politiques agricoles d'Indaba. Disponible à l'adresse: [http://fsg.afre.msu.edu/zambia/ps\\_66.pdf](http://fsg.afre.msu.edu/zambia/ps_66.pdf).

<sup>5</sup> Jain, S. 2007. *An empirical economic assessment of impacts of climate change on agriculture in Zambia*. Rapport de recherche sur les politiques 4291. Washington, Banque mondiale.

<sup>6</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2015. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/hunger/fr/>.

<sup>7</sup> Bureau central de statistique de la Zambie. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013–14*. Disponible à l'adresse: <http://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR304/FR304.pdf>.

procréer sont anémiés. Les taux de supplémentation en micronutriments sont faibles et les carences restent importantes. Les modes de consommation et l'apport en micronutriments ont un caractère très saisonnier, en particulier dans les zones rurales.

6. Selon l'enquête démographique et sanitaire menée récemment en Zambie, les taux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants varient selon les régions; les résultats les plus mauvais concernent les enfants vivant en milieu rural, le taux d'émaciation atteignant 13 pour cent dans la province de Luapula et le taux de retard de croissance, 49 pour cent dans la province du Nord. La Zambie compte également un nombre croissant de femmes en surpoids ou obèses<sup>8</sup>. Pour lutter contre la malnutrition, il est nécessaire de trouver des solutions tenant compte des différences culturelles et adaptées aux diverses zones géographiques<sup>9</sup>.
7. La prévalence du VIH, qui est de 13 pour cent, est plus élevée chez les femmes (15,1 pour cent) que chez les hommes (11,3 pour cent)<sup>7</sup>. Le taux de malnutrition parmi les personnes vivant avec le VIH est de 33,5 pour cent. Toutes les composantes du programme de pays tiennent compte du VIH. Le Gouvernement a adopté une approche sectorielle pour faire face à la maladie et a déterminé cinq types d'intervention ayant un fort impact: i) dépistage et conseil; ii) élimination de la transmission de la mère à l'enfant; iii) circoncision masculine médicale volontaire; iv) promotion de l'utilisation du préservatif; et v) changement de comportement. Le Cadre stratégique national de lutte contre le sida a défini des interventions à mener pour atteindre les objectifs 90-90-90 du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, qui ont trait notamment à la protection sociale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
8. Il existe une relation inverse entre le niveau d'instruction des mères et le retard de croissance<sup>10</sup>. Le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale est un point de départ pour améliorer l'éducation à la nutrition en fonction de l'âge et du sexe dans les écoles primaires et secondaires.
9. En 2014, la Zambie occupait le 133<sup>ème</sup> rang sur 149 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes. Les rôles dévolus aux deux sexes et l'infériorité présumée des femmes ont une incidence sur les dépenses du ménage, les possibilités d'emploi, l'accès à l'éducation et les choix des moyens de subsistance agricole. Un ménage sur quatre est dirigé par une femme. Lorsqu'elles se voient offrir des débouchés, les femmes produisent davantage et diversifient leurs cultures, ce qui améliore la nutrition du ménage et génère un revenu qui permet d'acquérir des actifs et de scolariser les enfants.
10. Bien que des progrès aient été réalisés sur la voie de l'équité du statut des deux sexes s'agissant de la fréquentation scolaire dans le primaire, les adolescentes sont plus nombreuses à être déscolarisées que les adolescents, et le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans est inférieur à celui des hommes. Environ 18 pour cent des enfants zambiens ne sont pas scolarisés (23 pour cent en milieu rural). Cela tient aux rôles et aux responsabilités traditionnellement assignés aux filles, ainsi qu'aux pratiques de droit coutumier discriminatoires qui ont des répercussions sur la fréquentation scolaire des

<sup>8</sup> En moyenne, 9 pour cent des filles âgées de 15 à 19 ans et 23 pour cent des femmes adultes en Zambie sont en surpoids ou obèses.

<sup>9</sup> Bureau central de statistique. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013–2014*.

<sup>10</sup> Le retard de croissance touche 18 pour cent des enfants dont la mère a terminé ses études secondaires et 45 pour cent de ceux dont la mère est sans instruction.

adolescents, en particulier des filles. Près de la moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans<sup>11</sup> et 29 pour cent sont enceintes ou ont un bébé avant l'âge de 19 ans<sup>9</sup>.

11. Les priorités stratégiques du Gouvernement à l'appui du développement sont les suivantes: 1) une croissance inclusive; 2) la création d'emplois; 3) le développement rural; et 4) l'infrastructure. Le PAM appuiera les piliers de la Politique nationale de protection sociale relatifs à l'assistance sociale, aux moyens d'existence et à l'autonomisation en apportant une assistance technique pour ce qui est de la mise en œuvre des transferts monétaires aux points de destination, de l'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, de l'éducation nutritionnelle et du renforcement de la résilience.
12. Le Gouvernement a récemment investi dans l'infrastructure nationale et régionale. Cependant, la faible densité de la population, les ressources limitées disponibles pour mettre en œuvre les politiques et l'insuffisance de la responsabilisation portent préjudice à l'économie formelle et font augmenter les dépenses à engager pour appuyer le développement et assurer la prestation de services commerciaux au profit des personnes pauvres en milieu rural, en plus d'entraver la mise au point de systèmes durables et le bon fonctionnement du secteur agricole<sup>12</sup>. Le Gouvernement prévoit de procéder à une décentralisation afin de renforcer l'engagement des communautés et de réduire le coût de la prestation des services<sup>13</sup>.

## PRIORITÉS ET PARTENARIATS

13. Le programme de pays 200891 est conforme au Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable (2016–2021), à la Vision 2030 du Gouvernement, au Sixième plan de développement national révisé, aux cinq piliers du Défi Faim zéro et aux Objectifs stratégiques 3 et 4 du PAM<sup>14</sup>. À l'appui de la Politique nationale de protection sociale, le programme de pays vise à renforcer les résultats dans le domaine de l'éducation, à améliorer l'état nutritionnel des élèves et de leur communauté, et à renforcer la résilience des petits producteurs face aux chocs en accroissant leur sécurité alimentaire et la sécurité du revenu.
14. Au cours des cinq dernières années, le PAM a fait évoluer l'appui qu'il apporte à la Zambie, délaissant la mise en œuvre directe au profit de l'assistance technique; le programme de pays 200891 a été structuré compte tenu de l'expérience acquise et des partenariats noués durant cette période. Les institutions sises à Rome et d'autres organismes des Nations Unies ont été associés tout au long du processus de planification et de conception, l'Équipe de pays des Nations Unies ayant renforcé les processus de planification

<sup>11</sup> Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). 2015. Rapport annuel 2014 – Zambie. Bureau central de statistique. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013–2014*.

<sup>12</sup> Indice de développement humain, 2014; rapport sur l'atelier de consultation des parties prenantes des Nations Unies et du Gouvernement zambien consacré au Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable, 2014.

<sup>13</sup> Ministère de l'éducation, de la science, de la formation professionnelle et de l'éducation préscolaire. 2014. *Draft Devolution Plan for Primary Education*.

<sup>14</sup> Les trois piliers du Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable sont les suivants: 1– Développement social inclusif; 2– Développement économique et écologiquement durable et inclusif; et 3 – Gouvernance et participation.  
Objectifs stratégiques du PAM: 3- Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; 4- Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

des partenaires et veillé à l'harmonisation avec les objectifs du Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable.

15. Le programme de pays 200891 vise à favoriser des synergies entre les initiatives menées en faveur de l'agriculture, de l'accès aux marchés, de l'éducation, de la nutrition, du renforcement de la résilience et de la protection sociale. Il a été établi à l'issue de consultations avec le Gouvernement et compte tenu des enseignements tirés de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays précédent; il met en outre à profit l'élargissement de l'accès aux marchés agricoles qu'a permis l'initiative pilote Achats au service du progrès (P4P).
16. Le secteur privé joue un rôle essentiel pour aider la Zambie à devenir un pays à revenu intermédiaire viable d'ici à 2030. Le PAM peut partager les enseignements tirés de sa collaboration avec le secteur privé en matière d'achats locaux auprès de petits exploitants (Achats au service du progrès), de la mobilisation de producteurs et de transformateurs de denrées (réseau d'entreprises pour le mouvement Renforcer la nutrition [SUN] en Zambie) et de l'achat à grande échelle de céréales pour la région effectué par l'intermédiaire de négociants commerciaux, au moyen du Mécanisme de gestion globale des vivres.
17. La pauvreté rurale et la médiocrité de la prestation de services entretiennent des relations cycliques et s'autoalimentent. Les compétences techniques du PAM et les avantages comparatifs dont il dispose en matière de gestion de la filière d'approvisionnement seront exploités pour encourager la création de partenariats entre les secteurs public et privé en vue d'assurer la prestation de services d'un bon rapport coût-efficacité et l'accès des prestataires jusqu'aux communautés rurales les plus reculées. Le PAM sera un intermédiaire clé entre les ménages ruraux démunis, le Gouvernement et le secteur privé; il s'emploiera à rapprocher l'offre et la demande et à accroître la capacité de regroupement de la production.

### **Composante 1 – Alimentation scolaire faisant appel à la production locale**

18. La composante 1 aidera le Gouvernement à élargir le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale de manière à atteindre 2 millions d'écoliers du primaire à l'horizon 2020, ce qui représente 50 pour cent de tous les élèves du primaire et le double des effectifs actuellement couverts. Ce programme, qui est l'un des volets de la Politique nationale de protection sociale, constitue un filet de sécurité sociale pour les enfants issus de foyers vulnérables. Le PAM appuiera le transfert aux instances nationales de l'intégralité de la responsabilité et de la gestion du programme en se fondant sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER), qui être mise en place pour la fin 2015. En collaboration avec le Centre d'excellence du Brésil, il concourra à l'élaboration de politiques et encouragera le partage de connaissances entre pays du Sud en vue: i) d'accroître la fréquentation scolaire et d'améliorer l'éducation; ii) de faire en sorte que les repas scolaires soient plus nutritifs; et iii) d'augmenter les revenus des petits producteurs.
19. En partenariat avec le Gouvernement, le PAM investira dans un programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale durable et décentralisé, dans le cadre duquel seront expérimentées des solutions novatrices destinées à améliorer la rentabilité et l'efficacité du programme. Les investissements consacrés au développement des capacités viseront à aider le Gouvernement à améliorer: i) les cadres d'action; ii) les capacités financières; iii) les capacités et la coordination des institutions; iv) la conception et la mise en œuvre; et v) les rôles des communautés. Cette action sera soutenue par des investissements alloués à la recherche de solutions ayant trait notamment au rendement du carburant, aux jardins scolaires et à l'éducation nutritionnelle. Le PAM fera en sorte que les

données issues du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale soient exploitées dans le système d'information de gestion du Gouvernement sur l'éducation.

20. En 2016, le PAM continuera d'apporter une assistance alimentaire à 1 million de bénéficiaires, mais en 2017, les distributions qu'il organise seront progressivement supprimées. Au cours de la période couverte par le programme de pays 200891, le PAM aidera le Gouvernement à acheter des aliments nutritifs pour combler les carences en nutriments propres à certaines zones géographiques et lorsque cela sera possible, il inclura du maïs produit localement dans l'assortiment alimentaire proposé au titre du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale. En partenariat avec l'Agence des réserves alimentaires, il développera les capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments, de suivi des stocks, de gestion des données et de distribution rentable de maïs directement aux écoles. Le PAM investira dans la filière d'approvisionnement en produits frais. D'après les estimations, les frais à la charge du Gouvernement pour appuyer le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale devraient s'élever à 74 millions de dollars sur cinq ans.
21. Le PAM assurera des transferts de type monétaire au profit des autorités chargées de l'éducation au niveau des districts, afin qu'elles puissent acheter des produits frais pour le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale. Une phase pilote est prévue dans quatre districts en 2016, qui sera élaborée compte tenu des résultats d'une étude de marché et conçue en collaboration avec les partenaires. Un projet complémentaire financé par le mouvement SUN encouragera les petits exploitants à produire des cultures nutritives par l'intermédiaire du programme visant à transposer à plus grande échelle l'agriculture de conservation (CASU), mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le PAM mènera également auprès des écoliers du primaire des activités de communication visant à les sensibiliser à l'importance de la diversification des repas et à la façon de les préparer, en vue de faire évoluer les comportements. Il fera en sorte que la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome concerne aussi le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, la protection sociale et la nutrition au profit des communautés.
22. Le PAM et le secteur privé investiront dans le développement de centres de regroupement de la production en milieu rural qui permettront de rapprocher 50 000 petits exploitants des marchés (ce qui profitera par ricochet à 300 000 membres de ménages agricoles), et dans la production locale de cultures nutritives. La mise en œuvre en Zambie du programme Achats au service du progrès (2009-2015) a été riche d'enseignements sur la façon de mobiliser les agriculteurs et de renforcer les organisations paysannes; la diversification des cultures destinée à accroître les revenus des petits exploitants est le moyen le plus pérenne de parvenir à instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les partenariats entre secteurs public et privé seront consolidés dans les zones les plus reculées où les entreprises privées sont peu présentes. Le partenariat entre les institutions ayant leur siège à Rome englobera le programme CASU mené sous la houlette de la FAO ainsi que le programme d'investissement dans les moyens d'existence saisonniers et le programme de promotion des petites agro-industries, relevant tous deux du Fonds international de développement agricole.
23. Afin de donner une envergure nationale au programme d'alimentation scolaire, le PAM mettra à disposition ses compétences spécialisées en matière de gestion des filières d'approvisionnement à l'échelle internationale, en collaboration avec l'initiative *Feed the Future*, le programme FoodTrade East and Southern Africa (Food Trade-ESA), le syndicat national des agriculteurs zambiens et la Bourse des produits agricoles de Zambie, qui mettent actuellement en place un réseau d'entrepôts agréés utilisant le système de récépissés d'entrepôt. Le regroupement de la production par le biais de centres gérés par des professionnels améliorera la compétitivité de l'agriculture, aidera les petits exploitants à



respecter des normes de qualité minimales et créera des débouchés. La Zambie est un important fournisseur régional dans le cadre du Mécanisme d'achat anticipé du PAM et elle a été choisie pour expérimenter la plateforme d'achat du PAM dite "patiente".

24. Le PAM continuera de préconiser l'adoption de normes pour les aliments transformés et l'enrichissement des produits alimentaires grâce à la bio-fortification et sur le lieu de consommation. En collaboration avec le Gouvernement, DSM et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, il mènera un projet pilote consistant à étudier la possibilité d'utiliser des micronutriments en poudre dans certains districts affichant des taux élevés de carences en micronutriments. Les organismes gouvernementaux et le PAM examineront de concert les risques que présentent les mycotoxines, notamment l'aflatoxine, feront un travail de sensibilisation à cet égard et appuieront l'élaboration de cadres réglementaires en matière de sécurité sanitaire des aliments.
25. Sous la houlette du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du FNUAP et du PAM, des organismes des Nations Unies appuient un projet gouvernemental visant à améliorer les compétences pratiques et les services d'éducation destinés aux adolescentes, scolarisées ou non. Ils s'occupent également de questions liées à la nutrition, aux services de santé de la procréation, et aux services intégrés relatifs au VIH et à la santé en matière de sexualité et de procréation, en utilisant le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale comme point de départ. Parmi les effets positifs potentiels pour les adolescentes figurent l'amélioration des pratiques nutritionnelles, la diminution des mariages précoces et le recul des comportements sexuels à risque.
26. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre au point des mécanismes de remontée de l'information afin que les écoliers du primaire, les parents, les enseignants, les membres des communautés, les responsables des établissements scolaires et d'autres parties prenantes puissent partager leur expérience et faire part de leurs suggestions au sujet de la façon de mieux adapter le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale à leurs besoins, de le rendre plus transparent et plus autonome, et de mieux le prendre en main au niveau local. Le PAM adaptera et appliquera les enseignements tirés de ses opérations dans d'autres pays.

## Composante 2 – Nutrition

27. En faisant fond sur la Politique nationale en faveur de l'alimentation et de la nutrition élaborée par le Gouvernement, le PAM appuiera l'établissement de partenariats stratégiques favorisant une intervention multisectorielle intégrée reposant sur une approche axée sur le cycle de vie, afin d'atteindre l'objectif national consistant à ramener le taux de retard de croissance de 40 à 30 pour cent d'ici à 2021. Dans le cadre du mouvement SUN, le Gouvernement s'emploie à prévenir le retard de croissance dans le cadre des "1 000 jours les plus critiques"<sup>15</sup>. Parmi les partenaires figurent le Gouvernement, la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition, d'autres organismes des Nations Unies, le partenariat Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) et la société civile. Les activités de communication visant à faire évoluer les comportements dans le domaine de la nutrition feront partie intégrante de toutes les composantes du programme de pays 200891; elles cibleront les deux sexes, d'autant que lorsque les hommes et les garçons connaissent mieux les questions relatives à la nutrition et à la diversification du régime alimentaire, les activités nutritionnelles du PAM n'en ont que plus d'impact.

---

<sup>15</sup> Le PAM contribue à des interventions spécifiquement axées sur la nutrition au moyen de fonds d'affectation spéciale communs du mouvement SUN.

28. Le PAM améliorera la recherche opérationnelle et l'analyse portant sur la malnutrition en Zambie, y compris les questions relatives à la problématique hommes-femmes et au VIH, afin de contribuer à la prise de décisions et au plaidoyer concernant la nutrition. Il collaborera avec le Gouvernement à la réalisation d'une étude sur le coût du régime alimentaire afin d'évaluer les carences nutritionnelles; de travaux de recherche sur les chaînes de valeur agricoles pour appuyer la diversification de l'alimentation dans le cadre du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale; et d'une étude de marché axée sur la nutrition. Le PAM et le Gouvernement entreprendront ensemble une étude du coût de la faim pour la Zambie.
29. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, le PAM appuiera les jardins scolaires, la conception de nouveaux assortiments alimentaires adaptés en fonction des districts, la formation des parents et des cuisiniers à l'utilisation de produits frais dans le cadre des repas scolaires, les pratiques d'hygiène et le déparasitage. En partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le FNUAP, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF et l'Organisation internationale du Travail, le PAM plaidera pour que les professeurs du primaire incorporent des messages nutritionnels dans leur enseignement et fournira du matériel pédagogique sur les aliments nutritifs et les habitudes alimentaires saines.
30. Le PAM continuera d'être le principal facilitateur du réseau d'entreprises pour le mouvement SUN en Zambie, et il utilisera cette plateforme pour renforcer la sensibilisation du secteur privé et la contribution de celui-ci au programme d'action national en matière de nutrition, en faisant connaître aux entreprises les problèmes rencontrés par le pays sur le plan de la nutrition. Le PAM facilitera le dialogue entre le Gouvernement et le secteur privé pour faire en sorte que les consommateurs soient mieux informés sur les produits nutritifs et demandent davantage à en bénéficier, ainsi que pour améliorer l'accès à des aliments transformés nutritifs produits localement et susceptibles de réduire le retard de croissance.

### **Composante 3 – Renforcement de la résilience**

31. Afin d'atténuer l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits exploitants, le PAM renforcera les capacités techniques de l'Unité d'atténuation et de gestion des catastrophes (DMMU) et mettra en œuvre des approches de la gestion des risques climatiques à même d'accroître la résilience et la sécurité alimentaire des petits producteurs. Les approches retenues en matière de gestion des risques, les zones concernées et les populations ciblées ont été répertoriées à la faveur d'un processus participatif conduit par les communautés.
32. La DMMU, avec l'assistance technique du PAM, mène des évaluations annuelles de la vulnérabilité et des besoins. Le PAM pour sa part recourra davantage à des technologies novatrices de collecte et d'analyse des données, comme son approche globale pour rendre compte des indicateurs de la sécurité alimentaire. Il appuiera: i) la décentralisation de la DMMU, en assurant la formation des analystes de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité qui seront affectés dans les bureaux des provinces et des districts; ii) la généralisation du recours aux évaluations de la vulnérabilité au sein des divers ministères responsables afin de favoriser une intervention globale; et iii) la participation des communautés aux activités de la DMMU visant à mettre en œuvre le cadre national de gestion des risques de catastrophe.

33. Dans le cadre de l'initiative en faveur de la résilience des communautés rurales (4R)<sup>16</sup>, le PAM veillera à ce que les agriculteurs puissent participer aux activités ayant trait à l'agriculture de conservation appuyées par le projet CASU; en complément, il offrira des services liés à la gestion des risques comme l'assurance contre la sécheresse, le crédit, l'épargne, le renforcement des liens avec les marchés grâce aux synergies avec le programme Achats au service du progrès, et des services d'information sur le climat. Cela permettra aux ménages d'accéder à un ensemble de services ayant trait au climat, aux finances et aux marchés, susceptibles de stimuler la production au fil du temps et de les aider à échapper à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.
34. L'initiative 4R ciblera les ménages pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, en particulier ceux qui cultivent moins de deux hectares de terre: ils seront en mesure d'accroître leur productivité grâce à un meilleur accès à des technologies qui améliorent les rendements. Près de la moitié de ces ménages sont dirigés par une femme.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE*</b>			
	<b>Hommes/garçons</b>	<b>Femmes/filles</b>	<b>Total</b>
<b>Composante 1</b>			
Alimentation scolaire faisant appel à la production locale	495 888	504 112	<b>1 000 000</b>
Alimentation scolaire faisant appel à la production locale – projet pilote relatif aux micronutriments en poudre	5 361	5 450	<b>10 811</b>
Membres de 50 000 familles de petits exploitants	142 975	157 025	<b>300 000</b>
Composante 2 – Nutrition	–	–	<b>N/D</b>
Composante 3 – Renforcement de la résilience	21 111	20 289	<b>41 400</b>
<b>TOTAL</b>	<b>659 974</b>	<b>681 426</b>	<b>1 341 400</b>

\* Le nombre de bénéficiaires directs de la contribution du Gouvernement au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale sera beaucoup plus important, tout comme celui des bénéficiaires indirects de: l'investissement consacré par le secteur privé à la production et la distribution d'aliments nutritifs; de l'appui à l'élaboration des politiques; du changement de comportement au service de l'amélioration de l'état nutritionnel; des systèmes rentables et efficaces établis pour mettre en œuvre le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale et les programmes de transferts monétaires à visée sociale. Le Trésor zambien épargne ainsi des fonds qui peuvent être consacrés à l'investissement social. Le PAM définira des indicateurs pour mesurer l'impact de ces interventions, tout en prenant acte des difficultés en matière d'attribution et de définition.

35. Le programme de pays 200891 a été élaboré conformément à la politique du PAM en matière de protection, en date de 2012, et à celle relative à la problématique hommes-femmes pour 2015-2020<sup>17</sup>. La composante 1 appuiera l'égalité des sexes aux fonctions de responsabilité dans les associations parents-professeurs dans le primaire et au niveau de la gestion des achats locaux de vivres. La composante 2 encouragera la participation des hommes aux activités nutritionnelles menées dans les communautés et l'organisation de

<sup>16</sup> Voir: <https://www.wfp.org/climate-change/r4-rural-resilience-initiative>.

<sup>17</sup> Politique du PAM en matière de protection humanitaire (WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1); Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) (WFP/EB.A/2015/5-A).

formations consacrées aux notions financières. La composante 3 cherchera à maintenir l'équilibre entre les sexes à la faveur de processus participatifs conduits par les communautés et appuiera la participation de tous sur un pied d'égalité aux activités menées et aux travaux des comités communautaires.

36. Compte tenu de récentes constatations concernant les variations saisonnières de la charge de travail agricole des femmes<sup>18</sup>, le PAM coordonnera des travaux de recherche sur les mesures susceptibles d'alléger la charge de travail des femmes au moment des récoltes. Le programme de pays 200891 fera en sorte de pérenniser la demande d'aliments nutritifs locaux traditionnellement cultivés par les femmes, en sus des besoins liés au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale. Les trois composantes sont dotées d'un budget pour des activités tenant compte de la problématique hommes-femmes, y compris des travaux de recherche et des visites sur le terrain axées sur cette question.

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)</b>			
	<b>Composante 1</b>		<b>Composantes 2 et 3</b>
	<b>Alimentation scolaire faisant appel à la production locale</b>	<b>Projet pilote relatif aux micronutriments en poudre</b>	Pas de transferts de vivres ni de transferts de type monétaire
Céréales	120	120	
Légumes secs	20	20	
Huile végétale	10	10	
Micronutriments en poudre	–	0,5	
<b>TOTAL</b>	150	155,5	
<b>Total kcal/jour</b>	576		
% kcal d'origine protéique	11,1		
% kcal d'origine lipidique	23,5		
Nombre de jours d'alimentation par an	185		

<sup>18</sup> Groupe de la Banque mondiale. 2015. *How much of the labor in African agriculture is provided by women?* Rapport de recherche sur les politiques 7282. Washington, Banque mondiale.  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/06/24577778/much-labor-african-agriculture-provided-women>.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS, PAR COMPOSANTE</b>					
		<b>Composante 1 – Alimentation scolaire faisant appel à la production locale</b>	<b>Composante 2 – Nutrition</b>	<b>Composante 3 – Résilience</b>	<b>Total</b>
Céréales	<i>en tonnes</i>	4 400			4 400
	<i>en dollars</i>	968			968
Légumes secs	<i>en tonnes</i>	3 700			3 700
	<i>en dollars</i>	1 813 000			1 813 000
Huile végétale	<i>en tonnes</i>	1 850			1 850
	<i>en dollars</i>	1 424 500	Pas de transferts de vivres		1 424 500
Micronutri- ments en poudre	<i>en tonnes</i>	1			1
	<i>en dollars ARS</i>	38 000			38 000
<b>TOTAL</b>	<i>en tonnes</i>	<b>13 280 354</b>			<b>13 280 354</b>
	<i>en dollars</i>	<b>4 243 500</b>			<b>4 243 500</b>
Transferts de type monétaire ( <i>en dollars</i> )		3 000 000	–	111 719	3 111 719
Développement et augmentation des capacités ( <i>en dollars</i> )		9 409 314	1 748 301	2 414 072	13 571 687
<b>TOTAL (<i>en dollars</i>)</b>		<b>16 652 814</b>	<b>1 748 301</b>	<b>2 525 791</b>	<b>20 926 906</b>

## GESTION DES RISQUES

37. Le PAM coordonnera les activités avec le Gouvernement, le secteur privé et d'autres organismes des Nations Unies par l'intermédiaire de groupes de travail, du Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable, du réseau d'entreprises pour le mouvement SUN en Zambie et du mouvement SUN. Il collaborera également avec la Stratégie commune d'assistance à la Zambie et ses groupes de partenaires coopérants. Le PAM contribue aux travaux des groupes de partenaires sectoriels chargés des volets "éducation et compétences", "santé et nutrition" et "agriculture et sécurité alimentaire", qui coordonnent les contributions aux politiques du pays et renforcent la prise en main des activités à l'échelle nationale.

### Risques contextuels

38. La Zambie est un pays très stable sur le plan politique, qui a connu plusieurs périodes de transition pacifique, avec des gouvernements élus démocratiquement. Les chocs financiers et économiques ainsi que l'irrégularité des conditions météorologiques sont les principaux risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre du programme de pays 200891. Les systèmes d'alerte rapide sont bien établis au niveau national; le PAM continuera de fournir une assistance technique pour moderniser les systèmes à l'échelle du pays et des communautés.

39. La croissance économique, jusque-là robuste, pourrait ne pas se poursuivre au même rythme si la baisse des cours mondiaux des produits de base, notamment du cuivre, entraîne un épuisement des réserves de devises, ce qui se répercuterait sur les taux de change et l'inflation. Les dévaluations du kwacha zambien réduisent le pouvoir d'achat des familles et fragilisent l'économie. L'irrégularité des précipitations a nui à la production d'hydroélectricité, ce qui empêche les industries de fonctionner à plein régime et a de vastes répercussions sur le plan économique.

### **Risques programmatiques**

40. Compte tenu de l'importance accordée dans le cadre du programme de pays au développement social sans exclusion, tout changement de priorité en matière de développement rural et de croissance profitant à tous pourrait avoir des répercussions sur sa mise en œuvre. Cela serait particulièrement vrai pour le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale, dont la responsabilité incombe de plus en plus au Gouvernement, qui le prendra intégralement en main à compter de 2017. Le PAM se servira d'outils de programmation et d'éléments probants pour illustrer l'impact et montrer que les fonds utilisés au profit des filets de sécurité sociale ne représentent pas un coût pour le pays, mais bien plutôt un investissement. Il plaidera pour que les fonds soient décaissés en temps voulu pour que le programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale puisse se poursuivre en janvier 2017.

41. Le PAM s'emploie à ne plus mettre directement en œuvre les activités, pour agir plutôt comme coordonnateur et partenaire offrant une assistance technique; il sera donc nécessaire d'établir de solides alliances stratégiques avec des partenaires pour parvenir à atteindre les objectifs du programme de pays 200891. Il est indispensable de disposer de données ainsi que de systèmes de suivi et d'évaluation crédibles et fiables pour pouvoir mesurer l'impact et mettre en évidence les résultats obtenus, et ainsi assurer la réussite du programme. Le PAM continuera de tirer parti de ses relations avec le Gouvernement et le secteur privé, et il adaptera les activités de développement des capacités de manière à apporter une valeur ajoutée aux partenariats. Étant donné la difficulté qu'il y a pour un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à mobiliser des financements à l'échelle mondiale, le programme de pays 200891 évoluera en fonction des priorités du Gouvernement, des partenaires coopérants et des mécanismes de financement locaux et régionaux. D'après l'expérience acquise dans le cadre du précédent programme de pays (200157), la capacité du bureau de pays à favoriser l'instauration de partenariats intelligents qui contribuent à accroître le rapport coût-efficacité et l'impact des initiatives gouvernementales, influera sur la mobilisation de contributions financières. Le financement devrait être assuré grâce à des contributions du Gouvernement et du secteur privé, à des fonds d'affectation spéciale communs mobilisés localement, à des fonds bilatéraux pour le développement, et au financement régional destiné aux programmes. Une programmation flexible sera adoptée afin de mettre en œuvre les composantes ayant trait aux transferts de type monétaire ainsi qu'au développement et à l'augmentation des capacités. La collaboration avec le Gouvernement et les autres partenaires sera une condition préalable au succès de l'action menée.

### **Gestion des risques en matière de sécurité**

42. Toutes les régions de la Zambie sont classées au niveau d'insécurité 1, ce qui signifie que les niveaux de risque pour le personnel et les opérations des Nations Unies sont faibles.

## SUIVI ET ÉVALUATION

43. Afin de mesurer l'impact des activités du PAM et de faire en sorte que le Gouvernement et les partenaires des Nations Unies les prennent dûment en compte, le programme de pays 200891 utilisera des indicateurs issus du Cadre de résultats stratégiques du PAM et du Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable, et suivra les procédures d'analyse de données proposées dans le contexte du nouveau système de communication de l'information de l'initiative Unis dans l'action. Les indicateurs non institutionnels utilisés au titre de la composante relative au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale mesurent l'augmentation des débouchés pour les producteurs et les négociants de produits agricoles et alimentaires. Des activités de suivi et d'évaluation spécifiques sont prévues pour chaque composante du programme de pays, et une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées.
44. En collaboration avec la Banque mondiale, l'Union européenne et d'autres partenaires, le PAM aidera le Gouvernement à renforcer ses systèmes de suivi et d'évaluation et ses processus pertinents pour le programme de pays, notamment les systèmes d'information de gestion au service de l'éducation, la DMMU et les Ministères du développement communautaire, de l'agriculture et de l'élevage. Le PAM aidera le Gouvernement à établir un registre unique qui facilitera la mise en œuvre de la Politique nationale de protection sociale et permettra d'assurer la coordination et la cohérence de toutes les interventions ayant trait aux filets de sécurité sociale.
45. Les données concernant la performance des programmes d'éducation seront recueillies chaque mois auprès des écoles et analysées au niveau des districts avant d'être enregistrées dans les systèmes nationaux. Des visites périodiques de suivi et sur site seront organisées à un rythme mensuel et trimestriel avec les comités interministériels et les partenaires des Nations Unies. Le PAM utilisera également le plan d'action SABER, qui devrait être achevé fin 2015, pour les capacités et la coordination des institutions.
46. Le PAM poursuivra les projets pilotes financés par les pouvoirs publics qui utilisent la technologie de téléphonie mobile pour collecter les données, en assurer le traitement final et les analyser au niveau des districts, et qui appuient le programme de décentralisation mis en œuvre par le Gouvernement. Le suivi des effets directs sera effectué une fois par an au moyen d'enquêtes conjointes et d'une analyse des données secondaires fournies par les ministères partenaires.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET</b>			
	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	4 400	968 000	
Légumes secs	3 700	1 813 000	
Huile et matières grasses	1 850	1 424 500	
Aliments composés et mélanges	1	38 000	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>9 951</b>	<b>4 243 500</b>	
Transport extérieur		171 482	
Transport terrestre, entreposage et manutention		793 904	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		514 702	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>		<b>5 723 588</b>	<b>5 723 588</b>
Transferts de type monétaire		3 111 719	
Coûts connexes		2 359 640	
<b>Transferts de type monétaire et coûts connexes</b>		<b>5 471 359</b>	<b>5 471 359</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>		<b>13 571 687</b>	<b>13 571 687</b>
Coûts opérationnels directs			24 766 634
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			6 561 913
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>31 328 547</b>
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) <sup>3</sup>			2 192 998
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>33 521 545</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	2 977 360
Agents des services généraux	1 486 378
<b>Total partiel</b>	<b>4 463 739</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>214 956</b>
<b>Sécurité</b>	<b>220 600</b>
<b>Voyages et transports</b>	<b>713 600</b>
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	<b>370 000</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>6 561 913</b>

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Résultats transversaux</b>		
<p><b>Problématique hommes-femmes</b> Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p>	<p>Des comités de gestion de projet sont institués. Des femmes y participent et occupent des postes de responsabilité. Priorité est donnée au rôle prépondérant que doivent jouer les femmes.</p> <p>Les comités fonctionnent, sont opérationnels et tiennent compte des besoins du programme.</p> <p>Des femmes participent au programme de formation.</p> <p>Le programme de formation est adapté en fonction des périodes pendant lesquelles les hommes et les femmes doivent travailler chaque jour.</p>
<p><b>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées</b> Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p>	<p>Des systèmes sont en place pour informer le public.</p> <p>Des informations sont fournies sur le PAM, le projet, ses objectifs, les critères de sélection des bénéficiaires et les cartes de ration sur les lieux de distribution des vivres. Un mécanisme de réclamation par téléphone ou texto, par exemple, est en place et son fonctionnement est clairement expliqué.</p>
<p><b>Partenariats</b> Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p> <p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p>	<p>La stabilité politique et la croissance économique se poursuivent.</p> <p>Un financement approprié est alloué aux secteurs concernés.</p> <p>Les ressources nécessaires sont mobilisées et des équipes de recherche sont disponibles sur le plan local.</p> <p>Des systèmes de collecte de données sont établis dans toutes les écoles primaires</p>

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
		<p>bénéficiant du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale.</p> <p>Les partenariats noués avec le Gouvernement, d'autres partenaires et les communautés sont maintenus.</p> <p>Les partenaires et le PAM envisagent le programme de la même manière.</p> <p>Le développement économique se poursuit, permettant aux instances locales et aux parents d'allouer des fonds supplémentaires pour améliorer les repas scolaires.</p>
<b>Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels</b>		
<p><b>Effet direct 3.1</b></p> <p>Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local</p>	<p>Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués aux niveaux régional, national et local</p> <p>Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays</p> <p>Produits alimentaires fournis par le PAM, en pourcentage des produits alimentaires distribués</p> <p>Hausse de la valeur de la vente des denrées de base par les petits exploitants au profit du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale et d'autres marchés structurés grâce au réseau de centres de regroupement de la production dans les zones géographiques ciblées</p>	<p>La situation politique et les conditions économiques sont favorables.</p> <p>Aucun événement climatique majeur ne rend impossible la mise en œuvre du projet.</p> <p>Le Gouvernement accepte d'assurer lui-même l'achat de tous les produits alimentaires nécessaires au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale.</p> <p>Les centres de regroupement fonctionnent correctement dans tous les lieux proposés.</p>
<p><b>Effet direct 3.2</b></p> <p>Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par une femme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par un homme dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de diversité alimentaire</p>	<p>Il est possible de compter sur du personnel qualifié au sein des instances publiques et des organisations non gouvernementales partenaires pour assurer le suivi du programme dans les communautés.</p> <p>Des ressources financières adéquates sont engagées pour assurer l'exécution des activités du programme.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse ou s'est stabilisé</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire</p>	<p>Le système de suivi destiné à contrôler la mise en œuvre des activités est établi afin de générer des résultats probants aux fins de la programmation.</p>
<p><b>Effet direct 3.3</b></p> <p>Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoirs des ménages (moyenne)</p>	<p>L'indice des stratégies de survie pour ce qui est des moyens d'existence reste stable.</p>

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Effet direct 3.4</b> Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques</p>	<p>Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est améliorée avec l'appui du PAM</p>	<p>La décentralisation de la DMMU est achevée, ce qui permet aux structures subordonnées de mettre en œuvre les activités.</p> <p>Du personnel qualifié est disponible au sein des instances publiques et des organisations non gouvernementales pour appuyer le suivi du programme.</p> <p>L'évaluation de la vulnérabilité est pleinement intégrée afin d'appuyer les activités menées au niveau des districts et des provinces.</p> <p>Des ressources financières adéquates sont engagées pour assurer l'exécution des activités du programme.</p> <p>Le système de suivi destiné à contrôler la mise en œuvre des activités est établi afin de générer des résultats probants aux fins de la programmation.</p>
<p><b>Produit 3.1</b> Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants (en tonnes)</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes)</p> <p>Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p>	<p>Les agriculteurs produisent les aliments requis.</p> <p>Les agriculteurs acceptent l'idée d'une commercialisation groupée et considèrent que les centres de regroupement de la production constituent un marché de substitution viable.</p>
<p><b>Produit 3.2</b> Spécifique au projet</p>	<p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Le Gouvernement alloue un financement suffisant pour acheter les légumes secs et l'huile entrant dans le cadre du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale.</p>
<p><b>Produit 3.3</b> Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Les ménages participent aux activités du programme.</p>

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE</b>		
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Hypothèses</b>
<p><b>Produit 3.4</b> Capacités humaines atténuant les risques de catastrophe et de choc développées</p>	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation	Les membres des communautés suivent les formations proposées.
<p><b>Produit 3.5</b> Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience</p>	<p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p>	Le PAM mobilise des compétences techniques pour aider le Gouvernement à renforcer les filets de sécurité nationaux en faveur de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la création d'actifs communautaires et du renforcement de la résilience.
<b>Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim</b>		
<p><b>Effet direct 4.1</b> Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation</p>	<p>Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Taux de fréquentation dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Ratio filles/garçons pour les enfants scolarisés dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui abandonnent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui abandonnent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p>	<p>Le Gouvernement continue de donner la priorité aux investissements au profit de l'amélioration de l'infrastructure scolaire.</p> <p>Le nouveau programme scolaire améliore la qualité de l'apprentissage.</p> <p>Les programmes destinés à favoriser l'éducation des filles contribuent à inciter les filles à aller à l'école.</p>



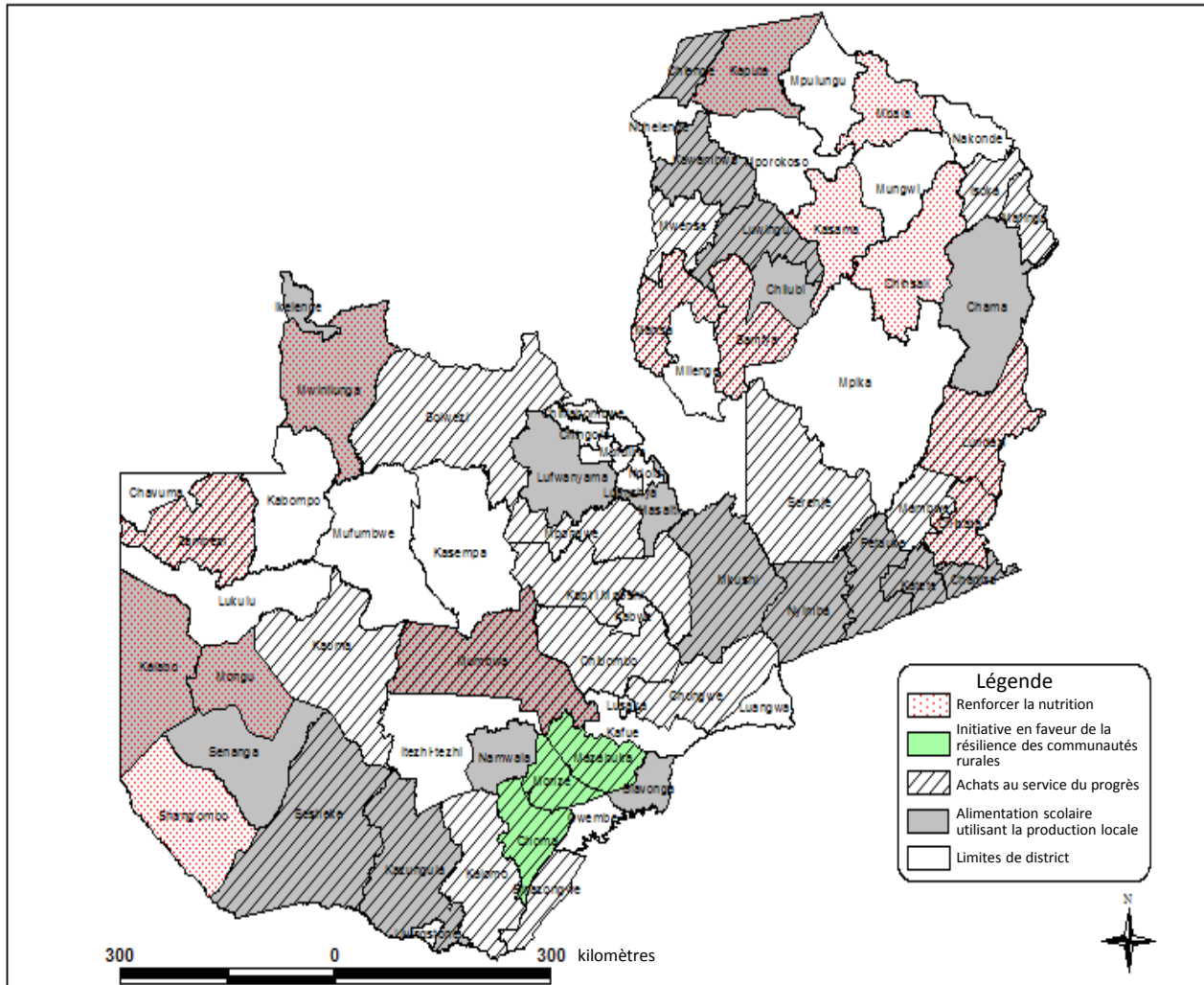
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Effet direct 4.2</b></p> <p>Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire</p>	<p>Indice de capacité nationale: alimentation scolaire</p> <p>Augmentation (en pourcentage) de la production d'aliments enrichis, y compris les suppléments nutritionnels et les produits nutritionnels spéciaux</p> <p>Augmentation (en pourcentage) des fonds alloués par le Gouvernement aux outils de lutte contre la faim dans le cadre des plans d'action nationaux (sur la base de la monnaie locale)</p> <p>Indice de capacité nationale: programmes nutritionnels</p>	<p>Le Gouvernement maintient ses engagements, notamment en ce qui concerne l'appui financier offert et les achats de vivres effectués pour renforcer le programme national d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale.</p> <p>La restructuration des processus au sein du Ministère de l'éducation accorde la priorité à l'Unité chargée de la santé et de la nutrition en milieu scolaire.</p> <p>Les communautés, les associations parents-professeurs, la société civile et les organisations non gouvernementales plaident auprès du Gouvernement pour que celui-ci continue d'accorder la priorité au programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale.</p> <p>Les communautés sont favorables aux activités visant à appuyer l'autonomisation.</p>
<p><b>Effet direct 4.3</b></p> <p>Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Nombre moyen de jours de classe par mois au cours desquels les enfants ont reçu des aliments multi-enrichis ou au moins 4 groupes d'aliments</p>	<p>Les micronutriments en poudre sont acceptables pour les écoliers et leurs parents.</p> <p>La composante 2 dispose d'un financement suffisant.</p>
<p><b>Produit 4.1</b></p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Le Gouvernement continue de financer le programme.</p> <p>La décentralisation des achats est appuyée par les structures, les systèmes et les processus gouvernementaux, et guidée par la Politique nationale de décentralisation.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Produit 4.2</b> Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p> <p>Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation</p> <p>Nombre de membres du personnel des districts, d'enseignants et de membres des communautés formés, avec l'appui du PAM, en matière de conception, d'exécution et d'autres domaines connexes (technique/stratégique/administratif) relevant du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale</p>	<p>La politique, la programmation et l'exécution du programme d'alimentation scolaire faisant appel à la production locale constituent une priorité gouvernementale.</p> <p>Le PAM mobilise des compétences techniques pour appuyer les filets de sécurité nationaux mis en place par le Gouvernement au profit de la sécurité alimentaire et de la nutrition.</p>



**ANNEXE III**

**Programme de pays Zambie 200891**



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CASU	programme visant à transposer à plus grande échelle l'agriculture de conservation
DMMU	Unité de gestion des catastrophes et d'atténuation de leurs effets
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance